

EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL d'HILLION SÉANCE du lundi 14 novembre 2022

Date de convocation : 8 novembre 2022
Date d'affichage : 8 novembre 2022

Nombre de Conseillers en exercice : 27
Nombre de Conseillers présents : 20
Nombre de Conseillers votants : 26

L'an deux mille vingt-deux, le lundi quatorze novembre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de madame le Maire.

Étaient présents : A. Guennou – M. Colas – K. Guessant – W. Macé – V. Rosnarho – M. Chaplain – G. Kuntz – D. Boulaire – B. Delanoë – V. Rebours – A.G. Depagne – I. Crézé – E. Allanïc – F. Le Meur – A. Mercier – I. Lévêque – S. Hamon – E. Guy-Claereboudt – P. Carrière & A. Le Texier formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents excusés : A. Jégouic donnant procuration à W. Macé, H. Bourdonnais donnant procuration à A. Guennou, M. Devrand donnant procuration à K. Guessant, S. Desbois donnant procuration à M. Colas, S. Rault donnant procuration à V. Rosnarho, F. Denlaux donnant procuration à M. Chaplain.

Était absent : M. Cosson

Monsieur Grégoire Kuntz est nommé secrétaire et madame Éva Guy-Claereboudt, secrétaire adjointe.

OBJET :

**CRÉATION D'EMPLOI D'AGENTS RECENSEURS,
FIXATION DE LEUR RÉMUNÉRATION ET
DÉSIGNATION D'UN COORDONNATEUR DE
L'ENQUÊTE DE RECENSEMENT 2023**

Rapporteur : Morgane COLAS, adjointe à l'Administration Générale, aux Finances et aux Ressources Humaines

Le recensement permet de savoir combien de personnes vivent en France et d'établir la population officielle de chaque commune. Il fournit également des informations sur les caractéristiques de la population : âge, profession, moyens de transport utilisés, conditions de logement.

Sa réalisation repose sur un partenariat étroit entre les Communes, les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et l'INSEE : en effet d'une part, la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité qui a instauré une nouvelle méthode de recensement de la population depuis le 1er janvier 2004 a confié aux Communes ou aux EPCI qu'elles désignent, la préparation et la réalisation des enquêtes de recensement de la population ; d'autre part, l'INSEE est en charge de l'organisation et du contrôle de la collecte des informations, puis de l'exploitation des questionnaires ainsi que de la diffusion des résultats.

Ainsi, depuis le 1er janvier 2004, dans les communes de moins de 10 000 habitants, les opérations de recensement de la population se déroulent une fois tous les 5 ans. En contrepartie à ces opérations à la charge des Communes et des EPCI, les collectivités ou établissements reçoivent de l'État une dotation forfaitaire dont la vocation est d'apporter une contribution de l'État au financement de l'opération : frais de fonctionnement et coût de personnel (rémunération et formation). Il s'agit d'une dotation forfaitaire basée sur la population et le nombre de logements ; elle n'a pas de lien direct avec la rémunération versée par la collectivité aux agents recenseurs, qui doivent être recrutés et rémunérés dans le respect de la réglementation applicable aux personnels de la fonction publique territoriale, notamment quant au respect des garanties minimales du temps de travail.

Aussi, il est nécessaire de créer des emplois d'agents recenseurs afin de réaliser les opérations de l'enquête de recensement 2023. La Commune est libre de ses choix quant au nombre d'agents recenseurs. Toutefois, l'INSEE recommande un agent recenseur pour 270 à 300 logements recensés dans les communes de moins de 10 000 habitants.

Le nombre de logements à recenser en 2023 étant estimé à environ 2002 logements, il est prévu le recrutement de 8 postes d'agents recenseurs pour la période de collecte allant du 19 janvier 2023 au 18 février 2023. En outre, un agent coordonnateur sera désigné.

Le coordonnateur est l'interlocuteur de l'INSEE pendant toute la durée du recensement. Il met en place la logistique et la communication du recensement et assure la fonction et l'encadrement des agents recenseurs. Il est formé par l'INSEE aux concepts, aux procédures de recensement et à l'environnement juridique. Cette formation dure une journée pour les communes de moins de 10 000 habitants.

Le Maire désigne un coordonnateur dans le personnel communal. Le coordonnateur est nommé par arrêté du Maire si celui-ci est chargé par l'organe délibérant de procéder aux enquêtes de recensement.

L'agent peut :

- Etre déchargé d'une partie de ses fonctions et garder sa rémunération habituelle ;
- Bénéficier de repos compensateurs en contrepartie des heures consacrées au recensement ;
- Etre rémunéré en heures complémentaires et/ou supplémentaires.

L'intéressé désigné bénéficiera pour l'exercice de cette activité, d'une décharge partielle d'activité, du versement d'heures supplémentaires ou d'un repos compensateur (au choix).

Les contrats des agents recenseurs seront établis au plus tôt le 1er janvier 2023 pour une durée maximale de 3 mois (la période du recensement se déroulant du 19 janvier 2023 au 18 février 2023 + les demi-journées de formation, ainsi que la demi-journée de tournée de reconnaissance). Ce n'est qu'à l'issue de la formation de 2 demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer les fonctions d'agents de recensement et être désignés en cette qualité par arrêté municipal.

Les agents recenseurs ne bénéficient pas d'un statut réglementaire particulier : si l'État n'a pas à s'immiscer dans le mode de recrutement des agents recenseurs, il apparaît néanmoins que les communes doivent respecter les dispositions réglementaires de recrutement et de rémunération des agents qu'ils emploient :

a/ Hypothèse où l'agent recenseur recruté est un agent public communal. Dans cette hypothèse, l'agent peut être déchargé d'une partie de ses fonctions et garder sa rémunération habituelle ou bénéficier d'un repos compensateur en contrepartie du temps passé au recensement ou être rémunéré en heures complémentaires et/ou supplémentaires.

b/ Hypothèse où l'agent recenseur recruté est un agent public en poste dans une autre collectivité. Dans ce cadre, la fonction d'agent recenseur est une activité accessoire : l'agent peut bénéficier d'un contrat de droit public pris sur le fondement de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, à savoir l'hypothèse d'un accroissement temporaire d'activité/accroissement saisonnier d'activité. Il est important de souligner que ce cumul s'exerce dans la limite d'un plafond horaire de 115% d'un temps complet, à savoir 40h15 maximum tous les emplois publics confondus.

c/ Hypothèse où l'agent recenseur recruté est un demandeur d'emploi. Les enquêtes de recensement accomplies dans le cadre de contrat de travail avec les communes ou les EPCI doivent être considérées comme tâches d'intérêt général au sens des articles L. 5425-9 et R. 5425-19 du Code du Travail. A ce titre, lorsque les travaux d'enquête concernent des demandeurs d'emplois indemnisés, les rémunérations afférentes peuvent être cumulées intégralement avec les allocations prévues à l'article L. 5421-2 du Code du Travail (allocations d'assurance chômage, allocations de solidarité spécifique et d'insertion) sous réserve que ces tâches n'excèdent pas 50 heures par mois. Au-delà et dans la limite de 110 heures par mois, la rémunération se cumulera partiellement ou totalement avec les allocations chômage (selon qu'il s'agit d'une activité réduite reprise ou d'une activité réduite conservée), sous réserve qu'elle soit inférieure au seuil en rémunération définie par le règlement général.

d/ Hypothèse où l'agent recenseur recruté est en contrat de droit privé (CAE et contrat d'avenir)

⇒ Si l'agent en contrat de droit privé exerce dans la collectivité : il peut être rémunéré en heures complémentaires et supplémentaires dans les limites des garanties minimales prévues par le Code du Travail ;

⇒ S'il s'agit d'un agent de droit privé à temps partiel, il est possible de payer des heures complémentaires, dans la limite d'un dixième de la durée hebdomadaire ou mensuelle du travail, prévue dans le contrat, sans majoration de salaire. Chaque heure accomplie au-delà du dixième de la durée hebdomadaire ou mensuelle du travail donne lieu à une majoration de salaire de 25 % (articles L. 3123-17 et L. 3123-19 du Code du Travail) ;

⇒ Si l'agent recenseur est un agent de droit privé à temps plein, il peut percevoir des heures supplémentaires ouvrant droit à une majoration de salaire et à un repos compensateur en cas de dépassement annuel du contingent annuel d'heures supplémentaires (articles L. 3121-11 et L. 3121-22 du Code du Travail).

e/ Hypothèse où l'agent recenseur est recruté sur le fondement de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 : l'accroissement temporaire d'activité. L'agent est ici recruté pour les besoins ponctuels du recensement : il peut être recruté sur le fondement de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, à savoir un accroissement temporaire d'activité/accroissement saisonnier d'activité.

f/ Hypothèse où l'agent recenseur est vacataire. L'INSEE n'a pas de recommandations à formuler concernant la rémunération des agents recenseurs, cette rémunération étant désormais de la pleine responsabilité des Communes.

L'I.N.S.E.E. versera à la Commune une dotation de 7 730 euros, cette somme devant couvrir partiellement les charges exceptionnelles occasionnées par cette opération.

Parmi ces charges, on trouvera notamment les rémunérations des 8 agents recenseurs. Ces derniers seront payés sur la base forfaitaire brute de :

- ☐ 1.60 euros par bulletin individuel collecté ;
- ☐ 0.60 euro par feuille de logement collectée ;
- ☐ 40 euros par séance de formation (deux séances de formation sont prévues courant janvier 2023) ;
- ☐ 70 euros pour la tournée de reconnaissance ;
- ☐ 80 euros pour les frais kilométriques hors hyper-centre ;
- ☐ 250 euros d'indemnité de fin de collecte.

Envoyé en préfecture le 15/11/2022

Reçu en préfecture le 15/11/2022

Affiché le **16 NOV. 2022**

ID : 022-212200810-20221115-2022_133-DE

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- **D'AUTORISER** madame le Maire à créer le nombre de postes d'agents recenseurs nécessaires soit 8 et de l'autoriser à recruter le même nombre d'agents recenseurs pour la période du 19 janvier 2023 au 18 février 2023 ;
- **De DÉSIGNER** monsieur Christophe BITTER, Gardien-Brigadier à la Commune, comme coordonnateur pour l'opération du recensement ;
- **De FIXER** la rémunération brute selon les critères énoncés ci-avant.

Annie GUENNOU
Maire.

